

JOURNAL DE LYON

Vente en gros : 41, rue Centrale, 41.

Administration et Rédaction : rue de l'Hôtel-de-Ville, 41.

Vente au numéro : rue de l'Hôtel-de-Ville, 78.

La rédaction ne répond pas des
communications et ne se charge
pas de les renvoyer. — Toute lettre
adressée au journal ou insuffisamment
affranchie sera rigoureusement re-
jetée.

Rédacteur en chef :
A. SCHNEEGANS
Ancien député de l'Isère.

ANNONCES ANGLAISES
30 c. la ligne

PRIX DE L'ABONNEMENT :
Ville de Lyon : Trois mois : 9 fr. Six mois : 15 fr. Un an : 28 fr.
Département du Rhône : — 10 fr. — 16 fr. — 30 fr.
Autres départements : — 12 fr. — 20 fr. — 36 fr.
Pour l'étranger, le port en sus.

LES ABONNEMENTS
partent des 1^{er} et 16
de chaque mois.

Gérant :
C. BENOIT-GONIN
Imprimeur de la "Liberté", Lyon.

Le prix de l'abonnement est pay-
able d'avance; on ne servira pas les
demandes non accompagnées d'un
mandat sur la poste à l'ordre du
Gérant.

NOUVELLES DU JOUR

2 mars.

On appréciera plus loin l'attitude prise par le gouvernement dans la discussion générale du projet de loi de M. Dufaure, déposé à la tribune par M. Dufaure, et en outre, l'hostilité d'une fraction de la gauche républicaine. On assure que, dans une réunion tenue hier par les membres de ce groupe parlementaire, il a été décidé qu'on ne voterait pas les articles du projet, si le gouvernement ne revenait pas à la politique modérée. Autant vaut dire que son opposition formelle est aujourd'hui un fait acquis; il est peu probable que, si M. Thiers était appelé, par quelque incident, à prendre la parole, comme on l'a vu toujours — cette intervention du président fut de nature à satisfaire les justes griefs des républicains modérés.

On n'a pas oublié la démarche faite, il y a quelques jours, par le bureau de la gauche, les assurances qui avaient été données à M. Fourcade, le Royer et Ch. Rolland par M. Thiers lui-même. La conduite, qu'il est évident, de voir le gouvernement défendre la loi de M. Dufaure, par le discours présidentiel du 12 novembre, les devait affaiblir dans l'opinion de voter le projet. Le langage du bureau de la gauche, à ce premier résultat, n'était pas acceptable, pour la majorité de la gauche, le rôle qu'on prétendait lui assigner dans la lutte qui allait s'engager. Aussi, ne sommes-nous nullement surpris de trouver, parmi les députés qui se sont prononcés contre la discussion des articles du projet des hommes modérés comme MM. Fourcade, le Royer, Ch. Rolland et bon nombre de leurs collègues.

Le scrutin présente, d'ailleurs, les traces visibles du désarroi moral dans lequel les conséquences de ce débat ont jeté l'Assemblée. La droite s'est scindée comme la gauche, la plus grande partie des deux groupes extrêmes ont voté de concert; mais tandis que MM. Baragnon, de Belcastel, Lucien Bruns, se prononçaient en faveur du projet, avec les ministres, avec les bonapartistes, M. Rouher, avec plusieurs députés de la gauche modérée, MM. Vacherot, Littré, etc., — les autres députés, MM. Dufaure, d'Abouville et le pseudo-général du Temps votèrent avec les radicaux comme M. Gambetta et des modérés comme MM. Lemaître, Grévy, Henri Martin, Arnaud (de l'Aisne), Claretton, etc., contre la discussion des articles.

Une autre particularité du scrutin de samedi, c'est qu'il se rapproche, par le résultat, de celui du 14 décembre, dont les conclusions ont été si fautive. 483 députés ont voté contre le projet, 196 se sont prononcés en faveur, 197 se sont abstenus. Avant-hier la majorité a été de 247, l'opposition de 199. Mais on voit, par ce qui précède, qu'on aurait tort d'apprécier cette dernière manifestation parlementaire comme une affirmation sérieuse sur plus ou moins grande cohésion, ou sur l'importance réelle de cette nouvelle majorité. Pour nous, déclarant tous les voiles et dissimulant toutes les équivoques, le gouvernement ne reviendra nettement à la politique du message, il retrouvera la vraie majorité qui s'est formée sur ce terrain solide et qui a appuyé sur 372 voix contre 335 l'organisation de la République.

En surplus, l'impression produite dans le public et dans la presse se ressent de la faiblesse de la situation dans laquelle nous nous trouvons engagés, et il suffira, pour nous le faire sentir, de lire quelques extraits des journaux parisiens.

« L'Union » se défie des présents dangereux de M. Dufaure, et lui reproche d'avoir les mains pleines. « Le Républicain », dit-il, si ce projet ne fait, comme l'a dit M. Dufaure, que confirmer le vote de Bordeaux, il est inutile, et pourquoi voter, puisqu'il est conçu de telle sorte que l'on en tire la proclamation définitive de la République? Que les députés de la droite y prennent garde; ils ont été jugés tant de fois, ils ne sauraient, sans péril, aller à la dérive d'une déception nouvelle. Or, si le projet, comme on le dit, est innocent, il ne peut

être qu'inutile, et son rejet ne devra rien changer à l'état présent; mais s'il n'est pas inutile, on doit redouter et l'on peut croire qu'il renferme un piège. »

Le *Français*, organe du parti des ducs, estime, au contraire, que la séance a été féconde en enseignements utiles et que le résultat obtenu est « évident. »

« La colère de la gauche, dit le *Français*, qui ne peut plus enfin dissimuler sa défaite et jouer la satisfaction, le dit assez clairement. C'est le gouvernement qui brise avec la gauche pour revenir aux conservateurs; c'est un coup mortel porté à cette équivoque que la gauche, par calcul coupable, appelait sans droit à la politique du message. »

Le *Journal de Paris*, qui est au mieux avec les principes d'Orléans, les avertissement ont voté pour le projet de la commission, voit naturellement, lui aussi, les choses tout en rose. Voici en quels termes il s'exprime :

L'événement a donné raison à nos prévisions. Le gouvernement a refusé de céder aux excitations de la gauche. Non-seulement M. Thiers n'a pas fait les déclarations républicaines qu'on exigeait de lui; mais, craignant sans doute que sa parole, si sûre pourtant, ne l'entraînât au-delà de sa pensée, il a gardé le silence et a confié à M. Dufaure le soin de faire connaître la pensée du gouvernement.

Le discours du garde des sceaux s'est fait pour satisfaire pleinement les républicains. On avait voulu amener le gouvernement à déchirer le pacte de Bordeaux. On avait voulu le décider à rompre cette trêve des partis qu'il avait lui-même conseillée, réclamée, exigée. Ceux qui le poussaient dans cette voie funeste se persuadaient qu'ils touchaient au succès. Le discours de M. Dufaure leur a enlevé leur illusion.

Le *Journal des Débats* est plus satisfait qu'on n'aurait pu le supposer. Selon notre confrère, c'est bien une « victoire » que le gouvernement a remportée, et cette victoire « est le prix moins de son habileté que de la justesse de ses vues. »

Un seul point semble au *Journal des Débats* faire tâche dans le discours du garde des sceaux, c'est le passage où ce dernier « parle en prophète mal inspiré des explosions encore imprévues qui suivront dans notre pays la sortie de l'étranger. » Personne, a-t-il dit, ne peut répondre que quelques mois après sa sortie, il n'y ait pas dans le pays un frémissement national qui rendra plus difficile le maintien de l'ordre. — M. le garde des sceaux se trompe, ajoutent les *Débats*. Nous avons plus de confiance que lui dans la sagesse du pays, et nous sommes convaincus qu'aucun mauvais sentiment, aucune action coupable, aucun désordre ne viendront corrompre la joie patriotique qu'il ressentira le jour de sa délivrance; sans avoir besoin, comme l'a dit ironiquement un interrupteur de la gauche radicale, de garder les Prussiens pour gendarmes, il saura se garder lui-même.

L'ordre applaudit au langage de M. Dufaure, et paraît redouter surtout que le président ne vienne démentir son ouvrage : « C'est de M. Thiers, s'écrie l'organe de l'impérialisme, qu'on peut dire que, si sa parole est d'argent, son silence est d'or. »

Pour connaître à peu près l'opinion de chaque parti, il nous reste à parler des journaux républicains.

La *Republique Française*, qui accuse aigrement M. Ricard d'avoir perdu « la plus belle des causes politiques » par son intervention maladroite, est loin de partager, sur le prix du silence de M. Thiers, l'opinion de l'*Ordre*.

« Rien n'a été fait dans la séance d'hier, dit le *Journal de M. Gambetta*, puisque d'un seul coup M. le président de la République peut tout réparer. Mais il n'est que temps. La défiance du pays est à son comble. Il n'est pas bon de laisser une grande nation, sincère et loyale comme la nôtre, en face d'équivoques qui l'inquiètent, la désorientent, la détournent du droit chemin qu'elle ne demandait pas mieux que de suivre. »

Le *Temps* exprime cette pensée, à laquelle nous nous associons pleinement, que « la constitution Rivet et le message méritaient autre chose qu'une simple préterition; les manifestations multiples de l'opinion en faveur de la République, les élections politiques ou locales accomplies depuis 1871, la libération partielle du territoire, l'emprunt de 1871, celui de 1872, qui va achever notre rançon, tout cela méritait peut-être une mention, et le gouvernement, qui a eu une part si large

dans cette œuvre, aurait pu mieux marquer la différence entre l'époque où nous sommes et celle où le pacte de Bordeaux a pris naissance. »

Terminons en citant l'*Opinion nationale*, qui analyse très-spirituellement les déclarations de M. Dufaure :

« Nous ne faisons pas la monarchie, a dit M. Dufaure, mais nous ne faisons pas la République non plus. Nous reprenons le pacte de Bordeaux, mais nous n'abandonnons pas la constitution Rivet, et, si nous en sortions, ce n'est pas pour aller en arrière, mais c'est pour nous en aller en avant. Il est vrai que vous êtes constituants et vous constituerez quand vous voudrez, mais il faut aussi que ce soit quand vous pourrez. Or, vous vous en irez aussitôt après la libération du territoire; jusque-là vous ne pourrez pas constituer, après vous ne le pourrez pas non plus. Ce qui n'empêche pas que vous êtes constituants et que vous constituerez si cela vous plaît, à condition que vous le puissiez. Or, vous vous en irez, etc., etc. »

La séance, les discours et le scrutin d'avant-hier ont été et sont encore pour nous, comme pour tout le monde, un des plus étonnants rébus que le parlementarisme en action ait jamais posés à la sagacité du pays. Devant ce Sphinx, Oédipe lui-même resterait confondu.

Quelle était la situation avant le discours de M. Dufaure ? qu'est-elle devenue après ce discours ? et pourquoi s'est-elle modifiée ?

Avant ce discours, la commission des Trente avait cherché à mettre des entraves à la politique du message; elle avait élaboré avec une sorte de fièvre tout un arsenal d'engins de pygmées, destinés à garrotter le pouvoir exécutif; celui-ci avait fini par lui faire adopter son projet, à lui, l'impossibilité de proclamer un roi et de détruire l'état de choses actuel s'était imposée aux rudes batailleurs de la commission; et M. de Broglie lui-même, en baissant pavillon devant M. Thiers, avait encouru les sarcasmes et les accusations de ses amis de la droite.

C'est alors que s'ouvre la discussion sur ce projet, amendé dans une de ses parties selon les desirs du gouvernement.

Qu'arrive-t-il ? Le gouvernement commence par accepter le projet tout entier, y compris ce qu'il avait appelé lui-même, huit jours auparavant, les « chinoïseries » du cérémonial des messages.

Premier sujet d'étonnement. Pourquoi M. Thiers se rallie-t-il subitement à des articles qu'il déclarait impossibles naguère ? Que s'est-il passé, qui explique et motive ce changement d'attitude ?

On le cherche en vain; mais voici que la discussion nous réserve une autre surprise, infiniment plus singulière encore !

Le garde des sceaux monte à la tribune; et ce représentant d'un gouvernement, qui vient de remporter une victoire sur les Trente, parle comme si ce gouvernement avait été vaincu; il fait des concessions, et quelles concessions ? Il abandonne la politique du message, pour nous ramener au pacte de Bordeaux ! Bien plus ! M. de Castelnau venait de dire que l'Assemblée devait se dissoudre après l'évacuation, et M. Dufaure ajoute que peut-être pourrait-elle bien durer plus longtemps encore !

Quand nous avons lu ces déclarations hier dans le compte-rendu analytique,

nous avons cru que le résumé avait trahi la pensée de l'orateur; nous avons réservé notre jugement, en ajoutant qu'une certaine prudence de la part de M. Thiers ne nous étonnait pas d'ailleurs, qu'elle lui était même commandée par les nécessités de la lutte contre la droite.

Aujourd'hui la lecture du compte-rendu sténographique, loin de dissiper nos appréhensions, les confirme au contraire et les accentue.

Or, pourquoi M. Dufaure a-t-il fait ces concessions ? Qui les lui demandées ? En quoi étaient-elles commandées ?

Nous le cherchons et nous ne le voyons pas.

Ce que nous voyons, c'est que le gouvernement, qui se posait, il y a peu de jours encore, sur le terrain du message, est retourné en arrière jusqu'au pacte de Bordeaux; et ce que nous voyons encore, c'est que M. Dufaure, par des considérations qui nous paraissent malheureuses, entr'ouvre à l'Assemblée la possibilité de se maintenir au-delà de la libération du territoire.

Ce sont là des concessions déplorables faites à la droite, et, tout en admettant très-volontiers la nécessité où se trouve le gouvernement de compter avec les éléments hostiles à la République, nous estimons qu'en leur faisant ces concessions, il a outrepassé de beaucoup la mesure et de ce qui était nécessaire à sa propre politique et de ce qui était bon pour la République et pour le pays.

Il est possible que, dans la suite de la discussion, le gouvernement modifie son attitude; peut-être M. Thiers croira-t-il devoir rectifier les déclarations de M. Dufaure. Nous le souhaiterions vivement. Mais toujours est-il que l'impression actuelle que nous retenons de ce débat, est celle que nous venons de dire, c'est-à-dire l'impression pénible que l'on ressent en présence d'une faute, et, qui plus est, d'une faute absolument gratuite et parfaitement énigmatique.

On a lu hier le projet de loi sur la municipalité lyonnaise. Il est très-court et très-simple; à notre grande satisfaction, il ne touche pas à l'organisation générale ni à la mairie centrale dont les attributions en sortiraient plutôt augmentées, comme nous l'expliquons.

Il touche trois points importants, le mode d'élection, les maires d'arrondissement, la tenue des registres de l'état civil.

Au lieu d'être nommés au scrutin de liste par arrondissement, les conseillers municipaux seront désormais choisis individuellement. La ville sera donc divisée en autant de sections qu'elle a de conseillers municipaux à élire, c'est-à-dire en 36.

Nous applaudissons à cette mesure. S'il est en effet un genre d'élections qui réclame le fractionnement, c'est l'élection municipale, par cette double raison que l'élé, sorte de mandataire de famille, doit être plus particulièrement connu de l'électeur, et que chaque quartier, avec ses intérêts et ses besoins spéciaux, doit être représenté dans le conseil commun.

Le sectionnement, qui se basera naturellement sur ces données, est confié à la première institution administrative du pays, le conseil d'Etat, qui seul pourra l'établir comme le modifier.

Les mairies d'arrondissement sont supprimées. Nous n'arrivons pas, en effet, à comprendre autrement le paragraphe 1^{er} de l'article 2, qui peut-être ne présente pas toute la clarté désirable. L'arrondissement municipal ne subsiste plus que pour un seul service, l'état civil, et ce service passe de l'autorité municipale à des délégués directs du pouvoir central.

A vrai dire, cette attribution n'a rien de naturellement municipal. Elle est plutôt judiciaire. Si les lois de 1792 l'ont prononcée pour des motifs politiques, le code civil l'a seule maintenue et organisée; les maires, comme officiers de l'état civil, sont sous la surveillance des parquets et la juridiction unique des tribunaux civils ou criminels.

Les nouveaux officiers de l'état civil ne pourront ni faire partie du conseil municipal, ni recevoir d'autres délégations ou attributions qu'en vertu d'un règlement d'administration publique, c'est-à-dire d'un décret rendu en conseil d'Etat.

Nous avions donc raison de le dire : actuellement le projet de loi accroît plutôt les pouvoirs du maire de Lyon, car ceux des maires d'arrondissement supprimés doivent nécessairement lui faire retour. Ils n'étaient, en réalité, ni nombreux ni importants. Tels quels, ils reviennent au centre des que la conférence disparaît.

L'article 4 prévoit enfin une grave difficulté née des événements. Pour consacrer avec une solidité inébranlable, l'état civil des citoyens, les actes doivent être dressés par l'officier compétent. Or, il n'y a de strictement compétent, d'après la loi, dans chaque commune, que le maire ou l'adjoint qu'il a régulièrement délégué. Les nominations ou délégations qui avaient été confiées à Lyon, depuis le 4 septembre, la tenue des actes de l'état civil à de simples conseillers municipaux, ou même auparavant aux représentants d'un pouvoir révolutionnaire, ces nominations ou délégations étaient-elles donc légales ? C'était plus que douteux, et tel mariage, telle reconnaissance d'enfant, par exemple, risquait de se trouver plus tard annulé sur une attaque privée.

L'article 4 écarte cette épée de Damoclès suspendue sur tant de familles, en proclamant expressément la validité de tout acte de l'état civil reçu à Lyon, depuis le 4 septembre jusqu'à l'exécution de la future loi, par toute personne ayant l'exercice public des fonctions municipales ou de celles d'officier de l'état civil.

Nous reviendrons en détail sur cette loi importante, qu'il suffit d'exposer aujourd'hui.

COURRIER DE PARIS

2 mars 1873.

Où nous conduisez-vous, à la République où à la monarchie, s'écriait-on de tous côtés à la fin de la séance de vendredi ? — Ni à la République, ni à la monarchie, répond M. Dufaure; les institutions que le projet annonce et prévoit sont à plusieurs fins et l'Assemblée a voulu, qui n'en vaut pas pour son compte, à le devoir de les confier en vue de l'Assemblée nouvelle qui pourra s'en arranger. — Alors, c'est le statu quo ? — Oui, puisque vous n'êtes pas en mesure de constituer. — Mais nous voulons pouvoir constituer quand il nous plaira ? — Oui, après la libération du territoire; seulement l'agitation du pays vous imposera encore la trêve des partis, ou plutôt imposera

cette trêve à vos successeurs, car la libération du territoire marquera fatalement l'heure de votre séparation. — Ainsi nous ne constituerons jamais ? — Ce serait le plus sage.

Il serait difficile, je crois, de trouver autre chose dans le discours de M. Dufaure et des lors, l'extrême gauche eût dû l'applaudir des deux mains, car en fait il dénie à l'Assemblée du 8 février l'exercice du pouvoir constituant, tout en lui reconnaissant ce droit.

La gauche radicale était pourtant furieuse hier sous prétexte que M. Dufaure avait jeté à l'eau la politique du message. On dit même que M. Langlois est venu faire une scène à M. Thiers. La vérité est que tous les partis ont également raison de se féliciter ou de s'indigner; vendredi tout le monde était mécontent, hier tout le monde était enchanté et je ne serais pas surpris de voir se tourner contre le projet la majorité qui l'a adopté hier implicitement.

C'est qu'on aura beau tourner et retourner cette Assemblée, on n'y trouvera que la division et l'impuissance; un projet de loi de plus ou de moins n'y peut rien; il faudrait modifier la composition de l'Assemblée elle-même, et il n'en est pas question, puisque les projets de renouvellement partiel ont été écartés d'un commun accord. N'est-ce pas justement de cette neutralisation réciproque qu'est né le pacte de Bordeaux, et ne faudrait-il pas pour le rompre ce qui a toujours manqué jusqu'ici, une majorité ?

M. Thiers a voulu la fêter cette majorité hypothétique, il a voulu voir si elle s'était formée sous la pression des événements; il a fait le message, il en a mesuré l'effet, il a reconnu que rien n'était changé depuis le 8 février; que faire alors ? — Bâter en retraite en sauvant le plus de bagages possible. Il a perdu, théoriquement du moins, sa liberté d'action dans le parlement, et il n'a pas acquis les moyens d'organiser la République avant la libération du territoire; mais si l'article 4 est voté et mis efficacement en œuvre, l'Assemblée actuelle peut se séparer sans avoir préalablement statué sur la forme définitive du gouvernement; elle est dispensée de constituer, elle est délivrée du souci constituant; supposez, en effet, qu'à la veille du départ, un orateur se lève pour faire remarquer que l'Assemblée va laisser le vide après elle, si une constitution quelconque n'est pas votée cette nuit. Mais nous avons ce qu'il faut pour subsister, lui répondra le gouvernement, que demandez-vous de plus, puisque vous reconnaissez vous-même l'impossibilité de proclamer la monarchie ou la République ?

Je ne vois donc pas la raison qui a fait repousser le projet par la plus grande partie de la gauche. Si M. Thiers avait reproduit les déclarations du message, il perdait le bénéfice de cet accord qui lui permettait de présenter, sans exciter la surprise ni provoquer de protestations, les lois d'organisation que ce message réclamait; la majorité de la commission des Trente a en quelque sorte aplani le terrain, préparé les voies et calmé par avance les susceptibilités; elle garantit que le provisoire seul sera organisé, sans cesser d'être le provisoire, mais en l'organisant elle le fortifie bon gré, mal gré; elle se réserve de le démolir, mais en attendant elle le consolide et elle ne le consolidera pas si M. Thiers s'avise de l'appeler du définitif. Je reconnais toutefois que cette conclusion est quelque peu subtile, ce qui est un malheur dans un pays de suffrage universel; aussi le projet ne serait-il pas voté que je serais loin de m'en affliger; mais s'il est voté, fût-ce par la droite et le centre, à l'exclusion de la gauche, je tiens à bien marquer que c'est pourtant la gauche, c'est-à-dire la République, qui en profitera.

PARIS ET VERSAILLES

(Correspondance républicaine).

Versailles, 2 mars.

On dit que le conseil des ministres a été très-animé hier matin.

Le centre droit avait fait une démarche auprès de M. Thiers pour lui dire qu'il voterait contre le projet si la politique du message n'était pas abandonnée.

Au conseil des ministres : MM. de Goulard, Teisserenc de Bort et Dufaure — les trois plus

BULLETIN DU JOURNAL DE LYON
Du 1 Mars 1873

BENITO VÁSQUEZ

Étude de mœurs mexicaines

Par Lucien BIART

Mais son ardeur à seconder les entreprises de Fernando se ralentit; à quoi bon maintenant, à la mort, s'exposer aux dangers de la mort, et perdre ainsi sa vie ? Les événements, qui jusqu'alors l'avaient entraîné, tournaient à l'improviste contre lui, le menaçaient de la mort. Or, si le projet, comme on le dit, est innocent, il ne peut

d'Antonia. Une larme, qui roula soudain sur la joue de Fernando, et qu'il ne chercha pas à cacher, croyant ses compagnons endormis, le sauva. Il souffrait; et sa douleur apaisa momentanément la haine de son ennemi.

Le soleil se leva radieux sur la ville, coquettement assise au milieu d'une vallée où l'hiver n'est que la continuation du printemps. Vers le couchant, la grande ligne dentelée de la Cordillère bordait l'horizon, et les contre-forts, aux lignes plus accusées, détachaient de l'énorme masse leurs crêtes arrondies, couronnées de forêts encore vierges. Les hauteurs du ciel se peuplaient d'aigles, de vautours, de milans au vol majestueux; plus bas planaient des flamants roses, des ibis au plumage bronzé. Autour de la ville, le feuillage pâle des citronniers et des orangers, encore couverts de fruits, alternait avec les massifs d'un vert sombre que formaient les cafés.

Comme un voile soutenu par des mains invisibles, une vapeur transparente flottait au-dessus des églises, semblait s'élever graduellement et se fondre peu à peu dans l'air. Les coqs chantaient; des chevaux bêlaient pour appeler leurs maîtres; une troupe de chevaux libres, la crinière au vent, bondissaient et hennissaient dans un pâturage humide. Les argemoneaux, aux teintes malades, semaient leurs pétales sur les sentiers déjà envahis par les fourmis rouges en quête d'une proie. Les gouttes de rosée, reflétant l'azur du ciel ou dorées par les rayons obliques du soleil, scintillaient, semblaient à des perles lumineuses. Chaque plante, redressant ses rameaux, défilait ses corolles aux couleurs éclatantes, frissonnait d'une façon visible. De gros bourdons aux ailes courtes, au corps charnu de velours jaune et noir, venaient à grand bruit en élan au-dessus de la ville, et se posaient sur le nez d'un cavalier hardi, qui, tombé au milieu d'un essaim de jeunes femmes occupées de leur toilette, courait de l'une à l'autre ré-

clamant un baiser. Des cochenilles aux élytres de cristal, des buprestes à robe d'émeraude, des carabiques aux reflets d'acier poli, entreprenaient l'ascension d'une plante, au sommet de laquelle des mouches à l'abdomen orangé brossaient joyeusement leurs ailes et leurs têtes aux yeux d'Argus. Tout souriait dans ce ravissant paysage, où la terre, sans cesse fécondée, enfante sans repos ni trêve des oiseaux, des insectes, des fleurs et des fruits.

Soudain une détonation retentit et remplit la vallée d'un bruit sinistre et prolongé.

À ce premier coup de canon Fernando se mit en selle et partit au galop dans la direction de la rivière. Sur son passage il ne trouva que des cabanes vides; nul être humain ne se montrait à l'horizon; la ville paraissait en proie à une épidémie. Du haut du talus qui borde la rivière, son regard plongea dans les rues tirées au cordeau, bordées de murailles blanches aux fenêtres grillées. Une grêle de balles parties d'une construction massive et crénelée l'obligea d'abandonner son poste d'observation, le seul qui dominait un peu Cordova. Au bord de la rivière il rencontra un Indien qui lui fournit quelques renseignements.

Don Luis, depuis la veille, avait forcé les habitants des faubourgs à se concentrer sur la place de la cathédrale. Il comptait un millier de soldats, et toutes les rues étaient coupées de barricades. Cet obstacle franchi, on atteindrait la place, où, grâce au nombre, les insurgés triompheraient. D'ailleurs, Fernando croyait fermement que les recrues de don Luis n'attendaient qu'une occasion favorable pour abandonner leurs drapeaux. Les canons, si redoutables en apparence, ne pouvaient tirer qu'en ligne droite, et si les assaillants se glissaient le long des maisons ils échapperaient aux boulets. D'ailleurs les canonniers, malhabiles à dessiner, faciliteraient, à n'en pas douter, l'approche des barricades. Plein de ces idées, le jeune général parcourut le front de

sa troupe, demandant des hommes de bonne volonté; il ne s'en présenta que trois ou quatre, et Fernando crut n'avoir pas été compris. Il frémit d'indignation lorsqu'un de ses capitaines déclara l'entrepreneur insensé.

— Brûlons d'abord un peu de poudre pour échauffer la troupe, dit un vieux guérillero; alors l'impossible deviendra peut-être possible.

Forcé de temporiser, Fernando divisa ses forces en trois corps. Le premier, sous la conduite du Lobo, devait ouvrir le feu du côté de la route de Vera-Cruz, pendant que le second, commandé par Benito, inquiéterait l'ennemi et se porterait alternativement sur le point où un renfort deviendrait nécessaire. Fernando, avec le reste de sa petite armée, se tint près de la rivière, qui passait par le poste le plus dangereux.

On se mit en mouvement. Benito refusa de se séparer de son chef, et fut remplacé par l'officier qui avait consenti de brûler de la poudre. Bientôt un bruit affreux et sinistre plana sur la malheureuse ville. Il était trois heures de l'après-midi; les cloches tintaient à coups pressés et les assaillés dépensaient en pure perte autant de poudre que leur adversaires.

Après une heure de ce vacarme inoffensif, Fernando revint à son idée première, dont Benito s'efforçait de le dissuader. Mais la patience et la temporisation étaient loin d'être les qualités du jeune chef, qui s'était toujours divertie de la prodigalité avec laquelle ses compatriotes gaspillaient leurs cartouches. D'ailleurs, en ce moment, ses passions surexcitées redoublaient son courage. Par un coup de main il pouvait se rendre maître de la ville, embrasser sa mère, retrouver Andréa, se venger de don Luis.

Songer à un siège était insensé, car des renforts allaient accourir d'Orizava, de Puebla même. Il harangua de nouveau sa troupe; cette fois, trente Indiens sortirent des rangs. La pièce de montagne fut braquée à l'entrée

d'une rue, la fusillade devint plus vive, et les Indiens se mirent à ramper vers le point que l'on jugeait le plus facile à emporter. Benito reçut l'ordre de s'avancer vers la position aussitôt qu'il le serait possible.

— En avant ! cria Fernando.

Gavilan bondit et franchit la barricade d'un élan formidable. Un éclair brilla, la mitraille sillonna la rue; mais les Indiens gravirent à leur tour l'épaule et déchargèrent leur feu. Celui-ci, l'épée à la main, les cheveux au vent, se croyait déjà vainqueur, lorsque des coups de feu, partant à l'improvise des fenêtres voisines et des murs crénelés à la hâte, déconcertèrent les assaillants, réduits à vingt. Gavilan s'affaissa, cinq ou six hommes tombèrent; les autres entraînés de force par Fernando. Benito accourait, quand don Luis parut sur la barricade.

— Feu ! cria-t-il.

Fernando se sentit emporté dans un tourbillon, et se retrouva soudain couvert de sang, à son point de départ. Ivre de rage, il accusait Benito de ne pas l'avoir soutenu à temps et voulait retourner à la charge. Il l'invoqua ses Indiens, qui le regardaient d'un air morne.

— Tu es général et tu veux faire le métier de soldat, lui dit l'un d'eux.

Fernando entra en lui-même, sauta sur un cheval et partit dans la direction où commandait le Lobo et d'où s'élevaient d'incessantes clameurs.

Moins hardi, mais plus habitude que son général au genre de guerre des soldats mexicains, le bandit avait forcé une maison en perçant la muraille à l'aide de la pioche; il espérait arriver ainsi jusqu'au centre de la place par un chemin couvert. Ses travaux furent une excellente aubaine pour les pionniers, qui dévalaient scrupuleusement les chambres dans lesquelles ils pénétraient. Fernando, afin de distraire l'ennemi, ordonna d'entamer les murailles sur vingt points à la fois, et ses

soldats se montrèrent enthousiasmés de cet ordre.

On apprend que la garnison d'Orizava arriverait au point du jour; il fallait donc en finir. Fernando, tout en excitant les travailleurs, demandait des hommes de bonne volonté pour le second rang une attaque à découvert.

Les Indiens, bien qu'émervillés de son audace, secoururent la tête. La nuit vint sans que les travaux se ralentissent un seul instant; les soldats, inoccupés, pillaient déjà, bon nombre d'entre eux étaient ivres. Fernando éprouvait à son tour la puissance des obstacles matériels. En rase campagne, il eût pu aborder l'ennemi, le charger, satisfaire l'ardeur qui le dévorait. Vers dix heures du soir, le cardinal cessa de tonner, les cloches se turent, la fusillade s'apaisa peu à peu, et un silence lugubre régna dans la malheureuse ville, où les balles aveugles frappèrent ce jour-là plus d'une mère et plus d'un enfant.

A trois heures du matin le canon retentit de nouveau, mais sur un seul point. Don Luis venait de découvrir la ruse de l'ennemi. Des fantassins furent postés dans les chambres, et les assiégés qui, jusqu'alors, pénétraient sans coup férir, furent soudain repoussés par des décharges à bout portant. Les partisans de Fernando, las, épuisés, murmuraient, et quelques-uns jetèrent leurs armes pour se charger de butin. Benito les ramena en arrière et prévint ce commencement de désorganisation.

Toute la troupe se massa en face de la ville, sur la route qui conduit à Mexico; là, le chef qui commandait, vieux routier blanchi sous le harnais, avait logé ses soldats sur le toit des maisons et ne les laissait tirer qu'à coup sûr.

(La suite à demain.)

réactionnaires de l'endroit — ont prétendu savoir de source certaine que le projet de M. de Broglie serait retiré si M. Thiers ne cédait pas aux sollicitations du centre droit. C'est sous cette pression que le chef de l'Etat aurait autorisé le garde des sceaux à prononcer l'allocution d'hier.

Quelques députés de la gauche et du centre gauche avaient fait des démarches auprès de M. Thiers pour l'engager à ne pas prendre part aux débats. Ils ont eu bien tort, car il eût mieux valu que ce soit le président qui dise carrément ce qu'il comptait faire.

Après que M. Dufaure eût prononcé son discours, M. Thiers sortit de la salle et fut très-entouré. Quelques membres de la gauche, entr'autres MM. Fourcand et Ch. Rolland, lui firent remarquer que la gauche ne pouvait plus le soutenir après la nouvelle attitude prise par le gouvernement.

« Mais vous avez tort, dit vivement M. Thiers, vous n'avez pas compris M. Dufaure. La politique du message n'est pas abandonnée, au contraire. »

Il a tenu le même langage à plusieurs députés de la droite et du centre droit.

M. Thiers parlera demain sur le préambule du projet.

La gauche, l'extrême gauche et le centre gauche se réunissent aujourd'hui.

Ce matin, à la présidence, on n'a pas reçu les journalistes comme d'habitude, pas même le *Bien public*.

Est-ce qu'on éprouverait de la peine à expliquer la conduite gouvernementale ?

Réunion de la gauche républicaine.

La gauche républicaine, présidée par M. Fourcand, a délibéré aujourd'hui sur l'attitude qu'elle prendra dans la discussion des articles du projet des Trente.

En présence des déclarations apportées hier à la tribune par le garde des sceaux, ne tenant aucun compte de la politique énoncée par le message présidentiel, elle a voté contre le passage à la discussion des articles ; elle a décidé aujourd'hui que, dans la suite des débats, elle persisterait dans cette ligne de conduite, si l'attitude du gouvernement ne l'amenait pas à modifier ses résolutions.

La proposition dont M. Arago a pris l'initiative, et qui a été hier signée par un grand nombre de membres de la gauche, a fait l'objet d'une longue délibération, dans laquelle ont été entendus MM. Arago, Le Royer, Faye, Lepère, Langlois, général Billot, Girard, Pernollet, Henri Martin.

La réunion a ensuite examiné successivement le préambule du projet des Trente, qu'elle repousse ; puis, les trois premiers articles et les amendements qui s'y rapportent.

MM. Rolland, Méline, de Pressensé, Wilson, J. Favre et Tirard ont tour à tour pris la parole.

La réunion s'est séparée à cinq heures et s'est ajournée à mardi midi, à l'hôtel de la Chasse.

Alsace-Lorraine

Nous trouvons dans les *Petites Affiches de Strasbourg* une nouvelle lettre de M. Sabatier au sujet de la querelle que les autorités allemandes viennent de lui faire. Le conférencier rapporte dans cette lettre la teneur exacte des paroles qu'il a prononcées et qu'on a si étrangement déformées :

Strasbourg, ce 28 février 1873.

Monsieur le rédacteur,

Pour mettre un terme aux interprétations malveillantes et aux absurdes calomnies dont j'ai été l'objet depuis quelque temps, je vous prie instamment de vouloir publier dans les *Affiches de Strasbourg* le passage tant incriminé de ma conférence faite à Sainte-Marie-aux-Mines et à Bischwiller, le seul qui ait trait aux femmes allemandes :

Je venais de tracer le portrait de la femme littéraire anglaise ; puis je continuai :

« A l'autre extrémité, et comme faisant antithèse à la femme anglaise, se trouve la femme allemande. Cette femme est ambitieuse et militante, autant l'autre est douce, patiente ou même passive. La femme allemande reste habituellement dans la région du sentiment et de la poésie ; elle se nourrit de vagues aspirations. Comme les mystiques, elle aspire à se dépouiller d'elle-même et à s'absorber dans l'existence de l'être qu'elle aime, son individualité à quel-que chose de la ciré qui reçoit, mais ne donne aucune empreinte. Cela ne veut point dire qu'il n'y ait en Allemagne des femmes distinguées et charmantes, mais cela veut expliquer pourquoi elles n'influent pas grandement sur le mouvement littéraire de leur pays. Il y a bien eu à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e, à Weimar et à Berlin, des salons littéraires très-brillants ; mais c'était là une importation ou une imitation française ; la plante délicate n'a point pu vivre ni prospérer dans une terre qui n'était pas la sienne ! »

Voilà la teneur exacte de mes paroles. J'en appelle au jugement et à la mémoire de toutes les personnes impartiales qui m'ont entendu. Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, avec l'expression de ma reconnaissance, mes cordiales salutations.

A. SABATIER, D. Th.

Voilà donc à quoi se réduit le crime abominable qu'on fait expier à M. Sabatier par l'exil. M. Sabatier avoue qu'il y a eu en Allemagne des salons littéraires très-brillants, mais c'était là une importation ou une imitation française ; la plante délicate n'a point pu vivre ni prospérer dans une terre qui n'était pas la sienne !

Voilà la teneur exacte de mes paroles. J'en appelle au jugement et à la mémoire de toutes les personnes impartiales qui m'ont entendu. Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, avec l'expression de ma reconnaissance, mes cordiales salutations.

A. SABATIER, D. Th.

Voilà donc à quoi se réduit le crime abominable qu'on fait expier à M. Sabatier par l'exil. M. Sabatier avoue qu'il y a eu en Allemagne des salons littéraires très-brillants, mais c'était là une importation ou une imitation française ; la plante délicate n'a point pu vivre ni prospérer dans une terre qui n'était pas la sienne !

Voilà la teneur exacte de mes paroles. J'en appelle au jugement et à la mémoire de toutes les personnes impartiales qui m'ont entendu. Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, avec l'expression de ma reconnaissance, mes cordiales salutations.

A. SABATIER, D. Th.

Voilà donc à quoi se réduit le crime abominable qu'on fait expier à M. Sabatier par l'exil. M. Sabatier avoue qu'il y a eu en Allemagne des salons littéraires très-brillants, mais c'était là une importation ou une imitation française ; la plante délicate n'a point pu vivre ni prospérer dans une terre qui n'était pas la sienne !

Voilà la teneur exacte de mes paroles. J'en appelle au jugement et à la mémoire de toutes les personnes impartiales qui m'ont entendu. Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, avec l'expression de ma reconnaissance, mes cordiales salutations.

A. SABATIER, D. Th.

Voilà donc à quoi se réduit le crime abominable qu'on fait expier à M. Sabatier par l'exil. M. Sabatier avoue qu'il y a eu en Allemagne des salons littéraires très-brillants, mais c'était là une importation ou une imitation française ; la plante délicate n'a point pu vivre ni prospérer dans une terre qui n'était pas la sienne !

Voilà la teneur exacte de mes paroles. J'en appelle au jugement et à la mémoire de toutes les personnes impartiales qui m'ont entendu. Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, avec l'expression de ma reconnaissance, mes cordiales salutations.

A. SABATIER, D. Th.

Naufrage du GERMANY.

On lit dans le *Journal de Marennes* :

« Nous avons souvent entretenu nos lecteurs de la perte du steamer anglais *Germany* sur la côte d'Arvert, et nous avons publié de nombreux détails sur cette catastrophe qui est venue consigner nos populations riveraines à la fin du mois de décembre dernier. »

« Ce drame maritime, le plus lugubre de tous ceux qui se sont déroulés sur nos côtes, puisque 26 personnes ont trouvé la mort dans le naufrage, vient de recevoir son dénouement devant la justice. »

« Les causes du sinistre, diversement jugées dans l'opinion publique, avaient motivé une instruction à la suite de laquelle le pilote Croizat, de la station de Lauliac, chargé de faire franchir au *Germany* les passes de la Gironde pour entrer dans le fleuve, avait été renvoyé devant le tribunal correctionnel de Marennes comme coupable d'avoir par son imprudence et son inattention été la cause involontaire de la mort de tant de victimes. »

« L'affaire a été appelée à l'audience d'avant-hier ; elle avait attiré à notre palais de justice une foule considérable, qui a suivi avec intérêt ces graves débats. »

« La discussion des causes du sinistre et de la responsabilité imputée au pilote par le ministère public, ne s'est terminée que dans une deuxième audience de nuit. »

« M. Boulineau, procureur de la République, a soutenu l'accusation avec le talent et l'autorité qu'on lui connaît. »

« La défense du pilote Croizat était confiée à un jeune avocat de notre barreau, M^{rs} Jules Sauval. »

« Au dire des personnes compétentes, le défenseur a su tirer de cette affaire, extrêmement délicate, tout ce que l'on pouvait attendre de son jeune talent. »

« Enfin, après une courte délibération, le tribunal a rendu son jugement. Il a déclaré Croizat coupable d'avoir, par son imprudence, été la cause involontaire de la mort des victimes du sinistre, et a prononcé contre le pilote une condamnation à 3 mois d'emprisonnement, 50 fr. d'amende et aux frais envers l'Etat. »

NOUVELLES ET BRUITS

L'effet du discours de M. Dufaure, d'après l'*Opinion nationale* :

« A droite, on était furieux ; à gauche, on était exaspéré. « C'est la monarchie déguisée ! » s'écriait M. Langlois. « C'est la République avec un faux nez ! » exclamait M. de Carayon-Latour. Les groupes bruyants et tumultueux ondulèrent au bord de la tribune. J'ai vu le moment où M. de Larcy, qui n'est point épris, cependant, pour traverser le groupe de droite, sortait laminé, en feuille mince, de la pression qu'il a dû subir. »

« Tout d'un coup un apaisement s'est fait. « A gauche, quelqu'un a dit : « Mais savez-vous que la droite est furieuse ? »

« A droite, quelqu'un a dit : « Mais savez-vous que la gauche est exaspérée ? »

« Et des deux côtés à la fois on s'est dit : « Alors, nous devons être contents. »

« Cela même n'a pas duré : les fortes têtes de tous les partis ont compris que dans ce discours en baudruche il n'y avait qu'une chose : du vide, de la place pour mettre ce que chacun voudrait y placer ; et immédiatement tout le monde s'est dit :

« Mettons-y ce dont nous avons envie. »

« Le collin-maillard a fait place au « jeu du corbillon. »

Les bruits les plus favorables circulent à Belfort au sujet de la prochaine évacuation du territoire.

M. le maire de Belfort les a confirmés à la réunion dite de la *Lyre belfortaise*. Tout serait terminé dans le délai de trois mois, grâce aux facilités que le gouvernement français a pu obtenir de la Prusse, qui se contenterait de garanties fiduciaires pour le complément de la rançon.

Les quatre départements encore occupés, ainsi que Belfort, seraient complètement évacués.

De l'intervention du pape dans les affaires de la fusion. — D'après une correspondance adressée au *Monde*, cette intervention aurait été purement morale :

Dans les derniers jours de la semaine passée, dit le correspondant du *Monde*, un évêque se trouvait en audience privée chez le pape. Dans la conversation, il fut question de la situation de la France.

A ce sujet, le souverain pontife s'exprima de la manière suivante :

« On m'écrit de lettres pour que j'intervienne dans les affaires de la maison de Bourbon, afin d'amener l'union entre les princes d'Orléans et le comte de Chambord. »

« Autant je désire personnellement une entente entre les deux branches de la famille royale, autant il répugne au vicaire de Jésus-Christ d'intervenir dans une agitation contre un gouvernement provisoirement établi. »

« Je prierais toujours Dieu pour les princes légitimes des différentes nations, afin qu'il les protège et les éclaire, et leur accorde ses plus amples bénédictions ; mais qu'on n'attende pas autre chose de moi. Qu'on m'épargne donc ces sollicitations et qu'on cesse de vouloir m'entraîner dans des affaires qui ne sont pas de ma compétence. »

Une piquante anecdote sur M. Thiers et sa prodigieuse mémoire, racontée par l'*Événement* :

Un soir, dans l'hôtel de la rue Saint-Georges (c'était sous Louis-Philippe), l'ambassadeur de Suède, M. de Lowenstein, racontait, avec émotion et la vérité d'un témoin oculaire, le meurtre de Gustave III, assassiné au bal dans la nuit du 15 au 16 mars 1792. Il n'oubliait rien, aucun détail, aucune particularité. Il savait même tous les prénoms des complices d'Anshelm.

Quand l'ambassadeur eut fini.

« C'est parfait, cher comte, dit M. Thiers, et tout ce que vous venez de raconter est exact au dernier point. Cependant il me semble que vous avez oublié quelque chose. »

« Moi ? »

M. Thiers sourit et, recommença le récit, le revivifiant, le renouvelant, le criblant de détails nouveaux, curieux, ignorés.

Les auditeurs étaient ébahis.

« Ah ! par ma foi, s'écria à la fin l'ambassadeur de Suède, voilà l'histoire, l'histoire véritable. Je l'avais oubliée. C'est vrai, je fais amende honorable. C'est vous qui avez tué Gustave III et non pas moi. »

M. Fuster, professeur à la Faculté de médecine de Montpellier, vient de communiquer au gouvernement une note détaillée sur les progrès croissants de l'émigration dans nos contrées du sud-ouest et sur ses conséquences désastreuses : démolition des populations, défaut de culture de la terre, délaissement des industries, insalubrité, etc.

Préoccupé déjà de cette grave question, M. le ministre de l'intérieur a chargé officiellement M. le professeur Fuster de continuer ses recherches en vue de prévenir et d'arrêter un

mouvement qui menace de compromettre les intérêts moraux et matériels de plusieurs départements.

On annonce l'arrivée à Paris du général Callero de Rodas, venant de Barcelone.

Doit, l'ex-empereur Napoléon III à la République française. 1,000 fr. C'est ce qui résulte d'une note de l'*Indépendant de Blois*.

L'ex-empereur avait, sur sa cassette particulière, souscrit une somme de 1,000 francs pour l'érection de la statue du poète Ronsard à Vendôme.

Mais souscrire n'est pas payer. Or, le paiement n'avait pas suivi la souscription ; il en résultait un déficit qui paraissait difficile à combler.

L'un des députés du département ayant exposé la situation à M. le ministre de l'instruction publique, celui-ci, par une dépêche du 19 février, l'a informé que la subvention de 3,000 francs qui avait été allouée en 1870 à la ville de Vendôme dans le but ci-dessus indiqué, serait portée à 4,000 francs, et qu'une somme de 1,000 francs serait prochainement ordonnée au nom de qui de droit.

Parmi les plus anciens perroquets du Jardin d'acclimatation, s'en trouve un qui a bien quatre-vingts ans et qui a appartenu au chancelier Cambacérès.

Ce perroquet a pris, dans le milieu où il vivait, l'habitude de crier toutes les deux minutes :

— Vive l'empereur !

Impossible de calmer ces accès de bonapartisme.

La mort même de Napoléon III n'a pu faire changer l'oiseau d'opinion.

Or, hier, M. Loiseau-Pinson, le fougueux démocrate, visitait le Jardin d'acclimatation, il marchait pensif les mains derrière le dos, songeant à la République, lorsque tout à coup il entendit le perroquet pousser d'une voix enrouée son cri de : Vive l'empereur !

M. Loiseau-Pinson se redressa vivement, regarda autour de lui en respirant l'air avec fracas, et d'une voix pleine et sonore :

— Vive la République ! dit-il.

Puis, enfouissant son chapeau sur sa tête, il s'en alla tout grognant.

Notre Courrier de Paris nous apporte la solution d'un événement qui a beaucoup occupé à Paris le monde littéraire.

On sait que les statuts de la société des auteurs dramatiques interdisent à ses membres de faire jouer leurs propres pièces sur un théâtre dont ils sont les directeurs, les propriétaires ou les associés.

Or, M. Offenbach, futur directeur de la Gaîté, qui a fait et fera beaucoup d'opérettes, trouvait un peu dur de ne pas les jouer dans son théâtre, avec ses artistes et devant son public ; il a donc sollicité une réforme sur ce point. Il a été repoussé avec perte, ce qui lui est d'ailleurs parfaitement égal, attendu qu'il lui suffit de diriger la Renaissance par l'intermédiaire d'un prête-nom. On lui objectait que si la société donnait une autorisation pareille, le directeur-auteur ne jouerait plus que ses propres pièces, argument contradictoire, puisque ce directeur ne s'adresse à la société que pour jouer les pièces de ses confrères ; d'ailleurs il ne jouera les siennes que si elles lui rapportent de l'argent, à moins qu'on ne le juge capable de faire faillite pour son plaisir ou pour sa gloire.

Il n'y a décidément que les Américains pour entendre et pratiquer la réclame.

Témoin le fait divers suivant, que nous découpons dans un journal de New-York :

« M. W*** était jaloux de son ami P***, qui était toujours mieux mis que lui ; il est vrai qu'il s'habillait chez ANDREWS AND C^o, et ne portait que des chapeaux dernier modèle, de la maison THOMAS. »

Hier soir, armé d'un fusil, nouveau système BOOTH AND SON, il se précipita sur sa femme, qu'il avait reconnue à sa robe, sortant des magasins de M^{rs} GOLSHALL-Lewis. Elle était suivie d'un individu que W*** prit pour son complice. Par bonheur, au moment où il allait tirer, le compagnon de la dame sortit de sa poche une allumette de ciré qui flamboyait tout à coup dans l'obscurité, et permit au mari de reconnaître le propre frère de sa femme. On frôla en songeant à l'épouvantable malheur qui serait arrivé si l'allumette ne s'était pas subitement enflammée. Heureusement qu'elle sortait de la fabrique MOAIS WHITKISS, la seule dont les allumettes ne raient jamais.

Dans sa dernière réunion, la Chambre de Rouen a adopté un projet de lettre que lui a présenté M. le secrétaire dans le but de convoquer la commission des tarifs de rejeter d'une manière absolue le projet de traité anglo-français, et, subsidiairement, de déclarer qu'aucune modification aux tarifs votés le 26 juillet 1872 ne saurait avoir lieu sans une enquête parlementaire préalable à laquelle tous les intéressés seraient appelés à produire.

Le journal la *Champagne* annonce qu'un certain nombre de jeunes gens du canton de Verzy intentent un procès au juge de paix de ce canton. Voici pour quelle cause.

Pendant l'invasion, ces jeunes gens, ayant enlevé des soldats prussiens, leur dérobèrent leurs armes et des équipements, si bien qu'ils redoutant pour Verzy le courroux de l'autorité ennemie, le juge de paix lui aurait indiqué les auteurs de cet acte odieux. Grâce à ces renseignements, les Allemands entourèrent le village et mirent la main sur les jeunes gens.

L'*Indépendant rémois*, confirmant les informations de la *Champagne*, dit que l'instruction est déjà commencée sur la conduite de ce juge de paix.

Il vient de mourir à New-York, dans l'hôtel Washington, à l'âge de soixante-onze ans, un prétendant inconnu, qui se donnait le titre de « Guillaume V, roi de la Grande-Bretagne. »

C'était un M. Gracie, héritier des Stuart et des Sobieski, à l'entendre ; car, depuis quarante-trois ans, il s'annonçait comme le dernier enfant mâle du prince Charles Stuart, qui mourut à Florence, en 1788. Cet aimable vieillard, à manières polies et courtoises, et dont les traits rappelaient, dit-on, le type de la maison de Stuart d'une manière frappante, avait toujours peur d'être assassiné par quelque émissaire de la dynastie régnante de l'Angleterre, et ne dormait jamais sans mettre un énorme couteau et un fusil à deux coups sous son oreiller.

Il faisait son étude de prédilection de la topographie des côtes anglaises, et connaissait à merveille tous les points ou un débarquement serait possible.

ÉTRANGER

La grève des charbonnages en Angleterre.

On écrit de Londres, 1^{er} mars : La majorité des houillères des charbonnages de Blaina ont repris hier leurs travaux, ainsi qu'ils l'avaient décidé. L'Union fait tous

ses efforts pour les en empêcher. Elle a bien réussi à en persuader un certain nombre, mais la masse a voulu faire acte d'indépendance vis-à-vis d'elle. A Methyr au contraire, le meeting que je vous signalais dans ma dernière lettre, a voté la résolution de ne jamais accepter les conditions que les patrons veulent imposer.

La question tout entière repose uniquement sur la lutte à laquelle se livrent l'Union d'un côté et les patrons de l'autre. Ces derniers ont perdu déjà des sommes immenses, et, soit par amour-propre, soit pour ne pas perdre le fruit des sacrifices accomplis, ils ne céderont pas. Ils paraissent déterminés à tout plutôt que d'accepter les Trade's Unions dont cette fois ils veulent avoir raison coûte que coûte.

Les Unions, de leur côté, n'ont pas moins d'obstination. Du reste, pour elles, c'est presque une question de vie ou de mort, car, en soutenant cette longue grève, elles font un essai de leur puissance et par conséquent de leur utilité pour les ouvriers.

Ces derniers sauront bientôt s'ils peuvent compter sur ces associations. Il ne faut pas oublier que beaucoup d'entre eux ont refusé jusqu'ici d'en faire partie. C'est même là-dessus que l'on fonde le seul espoir de voir la reprise générale du travail. L'exemple des ouvriers de Blaina, de Blonon et de plusieurs autres endroits pourrait être contagieux ; il faut compter avec la faim et les privations, que beaucoup de ces ouvriers ne pourraient peut-être pas supporter jusqu'au bout, malgré les efforts de l'Union. C'est là le danger que l'Union redoute le plus ; elle le sent aujourd'hui plus vivement que jamais, et, d'après les journaux, elle redouble d'efforts.

En attendant, ce que j'avais prévu commence à se réaliser. On annonçait ce matin une augmentation considérable dans le prix du charbon dans presque tous les districts houillers de l'Angleterre. On ne sera pas longtemps avant de sentir, à Londres, le contre-coup de cette augmentation. Cela prend les proportions d'une crise nationale. Une commission nommée par le parlement s'occupe de faire une enquête sur la cherté du charbon. Des meetings s'organisent de tous côtés pour discuter la même question. Les idées les plus extraordinaires, les remèdes les plus incroyables sont proposés tous les jours par les feuilles anglaises. C'est là une question économique de la plus haute importance qui menace la prospérité de la Grande-Bretagne dans ses éléments les plus essentiels.

On écrit de Munich, 24 février, à l'*Indépendance belge* :

La question est décidée, l'armée bavaroise sera confiée du casque pointu et habillée de l'uniforme prussien ; adieu l'uniforme bleu de ciel et le casque légendaire avec les chenilles de pompiers.

Une fois cette décision prise, Sa Majesté s'est empressée de repartir pour son château de Hohen-Schwangau, sans doute afin d'échapper aux récriminations dont les partisans de l'ancien casque, avant tous les princes de la maison royale, n'auraient pas manqué de l'obséder.

La voix donc française, la dernière barrière qui séparait encore l'armée bavaroise des armées allemandes, et qui était le signe distinctif d'une existence séparée ; l'assimilation parfaite et entière n'est plus qu'une question de temps et d'un temps très-restreint.

On ne s'étonnera pas de savoir qu'il en a coûté cher au roi de prendre cette décision ; car bien que Sa Majesté n'ait jamais montré un goût quelconque pour les affaires militaires, qui tiennent si fort à cœur à presque tous les souverains allemands, lui il était impossible de ne pas en ressentir toute la gravité ; en effet, c'est la vieille Bavière souveraine, telle que la faiblesse de l'empire sous les empereurs du dix-septième et du dix-huitième siècle et la volonté de Napoléon I^{er} l'avaient faite, qui disparaît avec l'ancienne armée bavaroise, pour faire place à un nouvel Etat, qui n'existe plus autrement qu'en sa qualité de partie de l'empire, tout comme nos troupes se fondront sans distinction dans l'armée allemande.

Mais toutes les reminiscences du passé, tous les tiraillements auxquels la volonté du roi s'est vu exposée dans ces derniers temps devaient infailliblement céder la place aux nécessités de la situation, qui exigeait ce sacrifice d'autant plus impérieusement, que la constitution de l'empire, que la Bavière a acceptée de plein gré, obligeait notre gouvernement de conformer dans les limites du possible l'armement et l'uniforme de l'armée bavaroise à ceux adoptés pour les autres contingents fédéraux.

Le ministère tout entier s'était prononcé pour la nécessité de rester fidèle à cet engagement, et c'est de là que la crise ministérielle, de laquelle on a tant parlé en Allemagne, a pris son origine. Comme vous le voyez, le roi a cédé, mais à contre-cœur, ce qui n'empêchera pas, du reste, les événements de suivre la voie que la force des choses leur a tracée depuis 1866.

Les particularités qui, jusqu'au dernier moment, avaient compté sur la chute du cabinet actuel, sont au désespoir ; ils sentent très bien que l'uniforme prussien en pleine Bavière est le moyen le plus sûr de mettre sous les yeux du peuple la preuve palpable de l'existence d'une volonté suprême qui siège hors du royaume, et de le convaincre du changement énorme qui s'est produit dans la situation.

Le sentiment de douleur qu'en éprouvent les particularistes, et auquel les organes du cléricisme s'empressent de donner libre cours avec leur violence habituelle, se ravive encore par ce fait, que, malgré la majorité incontestable dans les deux Chambres du landtag bavarois, ils sont impuissants à entraver l'œuvre d'assimilation à laquelle notre armée va être soumise. Car les affaires militaires, comme toutes les questions majeures, ne sont plus de la compétence des parlements particuliers, et ce n'est plus à Munich, à Dresde ou à Stuttgart, mais à Berlin qu'elles doivent être décidées.

Le conseil municipal se réunit ce soir pour continuer la discussion des affaires comprises dans l'ordre du jour de ses dernières séances, et en particulier pour statuer sur la question du paiement des vicaires et des prédicateurs, question en litige depuis le mois d'avril 1872.

Comme nous l'avons annoncé avant-hier, M. le maire, au reçu de la mise en demeure de M. le préfet d'avoir à mandater avant le 6 mars les sommes réclamées par les conseils de fabrique de 17 paroisses lyonnaises. M. le maire, disons-nous, a répondu officiellement que la difficulté allait être tranchée dans le sens indiqué par le préfet.

Le dossier a donc été renvoyé à la commission des finances et un rapport va être présenté au conseil par M. Blanc.

Nous croyons savoir que ce rapport n'est point aussi favorable aux réclamations des conseils de fabrique que M. le maire semblait l'espérer.

La commission reconnaît, dans le nombre, certaines paroisses dont les ressources, évidemment insuffisantes, nécessitent les secours de la ville.

Quant aux autres, leurs prétentions n'étant pas régulièrement justifiées, l'excédant de dépenses dont ils se prévalent n'étant pas suffisamment prouvé, leur demande sera probablement écartée.

On cite telle paroisse, par exemple, à qui la ville donne cinq mille francs pour le loyer de son terrain, et qui fait figurer sur le passif de ses comptes, la somme de cinq mille francs sans la faire figurer à son actif.

Nous n'enregistrons ces bruits que sous toutes réserves, et nous verrons, par l'examen

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

entière :

1.291 fabriques d'eau-de-vie de vin.
631 — de marc de raisin.
437 — de cidre, poiré.
437 — de féculle, de grain.
de betteraves, etc.

1

SOIES ET SOIERIES.

REVUE DE LA SEMAINE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.

Le malaise des affaires prend définitivement le caractère d'une maladie chronique. Il semblait qu'un petit mieux se dessinait, mais la recrudescence de la crise se produit et le marché est retombé dans sa somnolence. La fabrique avait vu dans l'arrivée sur notre place de quelques acheteurs de Paris et de Londres un indice du réveil, fausse alerte; les achats effectués se sont réduits en définitive à des achats de solde faits à des prix ruineux pour les producteurs, et cette semaine a été en fabrique plus nulle encore que la précédente. La consommation intérieure est nulle, les demandes de l'Allemagne sur lesquelles on comptait un peu pour ranimer les transactions et qui se produisent ordinairement à cette époque de l'année sont nulles. On espérait que l'exposition de Vienne deviendrait pour les populations de l'Europe centrale une occasion de voyage et de luxe dont l'industrie des soieries aurait sa part de profit. Il n'en a rien été jusqu'à présent; le résultat semble plutôt devoir être négatif.

Le marché anglais paraît digérer difficilement les soieries qui s'y sont accumulées depuis la guerre. Quant aux nouvelles de l'Amérique, elles ne sont non plus rien moins que favorables.

Depuis le commencement de l'année, dit la dernière circulaire commerciale de la maison Richard, de New-York, les transactions n'ont pas été importantes, quoique arrivées à l'époque où l'on pouvait s'attendre à une reprise sérieuse, la demande reste languissante. Tout en faisant la part des mauvais temps que nous avons eus, et qui depuis quelques semaines ont obstrué les communications, l'on doit cependant reconnaître que l'ouverture de la saison est définitivement tardive et que les ventes n'atteignent guère avant le mois de mars leur activité habituelle, car les jobbers semblent persister à différer encore de deux à trois semaines leurs opérations, persuadés que les prix seront en leur faveur.

La ménagerie de ce mois-ci est un grand désappointement, et comme tous les détenteurs sont désireux d'écouler, il s'ensuit que beaucoup d'articles sont déjà offerts à des prix qui laissent de la perte.

Le résultat de cette campagne est bien compromis, car ce ne sera qu'à la fin de l'année que les plus actives et à des arrivages moins importants que les prix pourront se relever.

Cette circulaire peint, comme on le voit, la situation commerciale au-delà de l'Atlantique sous les plus sombres couleurs, et nous voulons espérer que l'avenir donnera tort à ces prévisions pessimistes; néanmoins nous ne devons pas perdre de vue que le débouché américain est, lui aussi, encombré. Il faudrait que les importations de soieries à New-York diminuassent d'une manière sensible; mais malheureusement il n'en est rien; elles ont encore atteint 3,355,042 dollars pendant le mois de janvier dernier.

En soi le fait paraît toujours quelque peu étrange, car la fabrique n'est pas approvisionnée de matières et achète au jour le jour, mais les vendeurs sont beaucoup plus nombreux que les acheteurs, et les premiers n'obtiennent la préférence des seconds qu'à l'aide de nouveaux sacrifices. La dernière note officielle accuse encore de la baisse.

De Milan, on signale quelques demandes assez importantes en ouvrages venues de Zurich. On a payé des trames 24/28 de 114 à 116 liv., de moins belles même titre, 110 à 112; en 20/24, 115 à 117; de moins belles, 112 à 114, et enfin de bonnes courantes, 109 à 112.

Pour les organes classiques aussi, on a fait les 18/12 125 à 128.50; de moins beaux, 120 à 122; en 20/24, on a fait 124 à 126, et 120 à 122 pour de moins beaux.

Le solde signale également quelques ventes en grèges, surtout dans les qualités classiques et fines.

En somme, la situation est meilleure en Italie. Les détenteurs soutiennent leurs prix. Nous approchons de l'époque où les grandes maisons de fabrique font des achats de provision, afin de ne pas être pas complètement à découvert au moment de la récolte; mais pour que ces achats raffermissent le marché, il faut qu'ils reposent sur une amélioration certaine du marché de l'étoffe.

Dépêches du Matin.

3 Mars — 7 heures du matin.

Paris, 3 mars.

La réunion de la gauche républicaine, aujourd'hui, a délibéré sur l'attitude à prendre dans la discussion des articles du projet de la commission des Trente.

La gauche a dû voter hier contre la proposition de passer à la discussion des articles par suite des déclarations de M. Dufaure abandonnant la politique du message. Il a été décidé qu'elle persistera dans cette ligne de conduite si l'attitude du gouvernement n'est pas modifiée.

La réunion examine longuement l'amendement Arago; elle a décidé de repousser le préambule du projet des Trente.

Madrid, 1^{er} mars.

Assemblée. — M. Figueras, au nom du ministre de la guerre, lit un projet demandant la formation de cinquante bataillons de 900 hommes.

Un crédit de dix millions de pesetas est voté pour combattre l'insurrection carliste.

Les autorités militaires ont adhéré à la république.

Aujourd'hui nouvelle conférence du ministre avec la junte directrice et les radicaux.

On espère un accord sur la question de dissolution.

L'âge pour être électeur serait de vingt ans.

M. Soler est désigné pour représenter l'Espagne à Bruxelles.

Madrid, 2^{er} mars.

La Gaceta annonce que les bandes carlistes de Vera-Mouso ont été dispersées dans la Catalogne. La bande Ferrera a été battue à Maestrazzo, perdant 30 morts, dont Ferrera et son second.

Le curé de Santa-Cruz a fusillé une femme; il est poursuivi activement.

L'impartial dit qu'à la suite des graves nouvelles arrivées de la Catalogne, l'idée de conciliation entre les républicains des diverses nuances surgit nouvellement.

Contreras a télégraphié, demandant l'organisation immédiate d'un bataillon de volontaires.

Dépêches du Soir.

3 Mars — 8 heures du soir.

Paris, 3 mars.

La République française rapporte que dans le conseil des ministres de samedi M. Thiers a annoncé, premièrement, son intention de défendre à la tribune la politique du message.

M. Dufaure aurait vivement insisté pour que le gouvernement restât dans les termes de sa déclaration de jeudi relativement à l'accord complet de la commission avec le gouvernement; il aurait même menacé de donner sa démission.

La discussion a alors été close par un vote; M. Dufaure avait de son côté tous les ministres; M. Thiers avait du sien M. de Rémusat, Léon Say et Jules Simon.

New-York, 2 mars.

La chambre des représentants a adopté l'amendement à la constitution augmentant les appointements du président, du vice-président et des juges; le traitement des membres du congrès est fixé à 6,500.

La Chambre a adopté une proposition félicitant le peuple espagnol de ses efforts pour consolider les principes de liberté universelle dans la forme républicaine.

Dublin, 3 mars.

Une rencontre a eu lieu samedi dans la mer d'Irlande entre le steamer *Torch* et le navire *Chicabur*.

Ce dernier a sombré en 3 minutes; 24 hommes ont péri; le steamer a coulé ensuite; tout le monde, à l'exception d'un seul homme, a été recueilli.

La Floride, partie de Colon le 3 février, de Savanilla le 6, de La Guayra le 10, de Fort-de-France le 15, est arrivée à Saint-Nazaire le 31 mars, avec les dépêches de la ligne, 66 passagers et 550 tonnes de marchandises.

REVUE LITTÉRAIRE

Alsace, par Edmond About; Hachette, éditeur.

En vente à Lyon, chez Grégoire, libraire-éditeur, rue de Lyon, 69.

Le livre que nous allons feuilleter aujourd'hui porte pour titre un nom glorieux: *Alsace*; et pour signature, un nom illustre: Edmond About.

L'avouera-t-il pourtant? Ce n'est point sans une certaine appréhension que je vis assombrés ces deux grands noms. M. Edmond About, en effet, a toujours passé à mes yeux, à tort ou à raison, pour la personnification incarnée de l'esprit français; et je ne prends point ici cette expression dans l'acception méprisante et erronée dans laquelle l'emploi aujourd'hui certains moralistes chagrins, mais bien dans l'extension la plus large qu'elle comporte. Tel que je le conçois, cet esprit procédait directement du *sel gaulois*, de la joyeuse satire de Rabelais, de la comédie de Molière, et enfin de la verve de Voltaire, dont M. About aime à s'entendre appeler le petit-neveu. C'est, en même temps, un mélange singulier de contrastes et d'oppositions, de qualités sérieuses et de défauts brillants, de fétichisme et de scepticisme, de raison et d'imagination.

M. About, il est vrai, a toutes les qualités de l'esprit français, sans en avoir tous les défauts. Il en a la forme vive et spirituelle, sans pour cela manquer de cette chose presque inconnue en France, *rara, rarissima avis*, — le sens pratique; il en a toutes les traditions, sans en avoir toutes les préjugés; il en a la merveilleuse faculté d'assimilation, sans en avoir la promptitude irrésistible d'engouement ou de prévention; il en est, en un mot, la personnification eclectique et éclairée, la personnification libérale. — Et pourtant, M. About est loin d'être parfait, ou plutôt il est loin d'être infailible. Il a, tout comme vous et moi, pour adversaire la grande et redoutable ennemie du caractère français: l'Imagination!

Le vieux bien que M. About, plus clairvoyant et moins confiant que tant d'autres, ait su résister, le plus souvent, aux charmes de la folle du logis. Mais il n'en est pas moins homme; il n'en est pas moins Français surtout (il le proclame bien haut, et le prouve!).

Dès lors, est-il entièrement à l'abri de cet artifice vulgaire, mais infailible, de l'Imagination? Je veux dire l'exagération? Dans le cas présent, par exemple, aura-t-il su garder, pour envisager le grand désastre national dont ce seul nom, l'Alsace, rappelle toutes les horreurs, le symbolisme le plus exact de la défaite, aura-t-il su garder tout le sang-froid et toute l'équité que le devoir impose à l'historien? Dans ce grand procès d'une nation accusée d'apostasie, comme un voleur de grande route, mis le pistolet sur la gorge d'une autre nation, pour lui voler une province, M. About, Lorrain par la naissance, Alsacien par l'adoption, Français dans l'âme, aura-t-il pu, juge et partie, apporter à sa tâche la modération et l'impartialité qui doivent toujours présider aux investigations de la justice?

Voilà ce que je ne puis m'empêcher de penser et de me dire, en ouvrant le livre de M. About. — Or, je dois malheureusement le reconnaître, mes craintes, pour être elles-mêmes exagérées, n'en étaient pas moins sans un certain fondement.

Loin de ma pensée, grand Dieu! de blasphémer et d'outrager le patriotisme de nos malheureux concitoyens d'Alsace, ainsi que le faisait dernièrement un journal à scandales, dans une phrase odieuse que M. About relève aussitôt avec toute l'indignation d'un honnête homme! Non! L'Alsace est profondément française, nous l'avons vu, et M. About n'avait point à le prouver. — Ce n'est donc point son patriotisme, qu'il a dénaturé, à mon avis; c'est la façon dont ce patriotisme se manifeste. Ouvrons son livre: le voyez-vous personnellement, mille petits récits, d'une forme exquise d'ailleurs, et profondément spirituelle, dans lesquels il raconte les aventures perpétuelles et les vexations que les *amers* font subir aux vainqueurs? — Eh! bien, j'ai le regret de le dire, M. About a trop d'Imagination! Sans doute, la plupart de ces récits ont un certain fond de vérité, mais pourquoi faut-il que M. About ait cédé à la tentation de *colorer*, au lieu de raconter? Ce gamin strasbourgeois, que vous dépeignez si bien s'en allant les soldats allemands, à la tête d'une petite troupe de policiers patriotes, et terminant ses exploits par cette proclamation sublime: « Camarades, voici les Français, sauve qui peut! » mais ce gamin-là, monsieur, ce n'est point à Strasbourg, sur la place Gutenberg, que vous l'avez vu; c'est à Paris, sur les boulevards! Le mot est joli, j'en conviens; il est seulement dommage qu'il n'ait point été prononcé.

M. About, je le crains, a trop vu ce qu'il désirait voir. Le patriotisme de nos braves compatriotes ne s'exprime point de cette façon chevaleresque, ou, si l'on aime mieux, légèrement vantarde. Il y a quelque chose de plus rassé, de plus passif, de plus pratique, partant, de plus efficace. Ce patriotisme ne fera point de phrases, point d'embarras, point même d'espérances inutiles, mais il se concentrera davantage, et, couvant sous la cendre, ne s'en conservera que plus longtemps. — Pour employer une expression allemande, M. About a fait du *subjectivisme*: voilà ce que je reprocherai à son mémoire.

J'ai dit: *Mémoire*. Et, en effet, M. About n'a point voulu, — je le suppose, du moins, — faire de l'histoire proprement dite. Rien, dans son livre, ne saurait donner lieu à une telle prétention. Ce style, d'une richesse et d'une abondance si merveilleuses, d'une spontanéité si facile et d'une familiarité si gracieuse que l'on croirait vraiment lire la conversation sténographiée d'un homme d'esprit, ce style n'est point le style grave et sévère qui convient à l'historien; cette intervention perpétuelle de la personnalité de l'auteur au cours de son récit, cette intrusion du moi dans le domaine de l'histoire, j'en suis certain, n'a pu se rendre coupable.

C'est donc bien un mémoire, un simple mémoire pour servir à l'histoire de son temps, que M. About a entendu faire; et, en cela, il a eu raison. Nul n'est impartial, lorsque l'on juge l'époque ou la génération dont il fait partie, à-t-on coutume de dire. Et ce n'est point là une vérité banale! — Juger le passé, amasser des matériaux pour l'avenir, tel est le rôle de l'historien: le présent ne lui appartient pas. Non point que je conteste à M. About sa liberté d'appréciation. Son livre est un plaidoyer *pro domo sua*, dans lequel il a rassemblé un faisceau puissant de faits et d'arguments qui ne sauraient manquer de peser dans la balance de la justice historique, il est même fort probable que son jugement, qui est aujourd'hui celui de tous les Français, sera demain celui de la postérité. Je me borne à observer que M. About a sagement évité de donner à son œuvre la forme dogmatique et définitive de l'histoire, et que c'est là un point qu'il importe de ne pas perdre de vue.

Qu'on n'accuse point ma critique d'être chagrine et métiueuse. Je suis, pour ma part, je me hâte de le proclamer, un admirateur et un ami déclaré de M. About. Je le considère comme profondément animé de ce souffle vraiment puissant et libéral qui fait les âmes d'élite et les hommes du progrès: je dirai plus, je le considère comme un penseur, dont la forme, un peu superficielle parfois, voile un grand fonds d'idées et d'expérience. Et c'est à cause même de l'estime dans laquelle je le tiens, à cause même du souci que j'ai de son talent, que je me laisse aller à rechercher, en son œuvre, la petite bête.

Au surplus, étant posées les réserves ci-dessus, je m'empresse d'ajouter que la nouvelle œuvre de M. About est un acte de foi et de patriotisme auquel on ne saurait trop applaudir: et quoique l'exagération soit toujours, en elle-même, regrettable et funeste, quel est, je le demande, celui d'entre nous qui ne sera disposé à pardonner beaucoup à l'exagération d'un sentiment aussi sacré que le sentiment patriotique?

Je n'entreprendrai point d'analyser en détail ce livre remarquable. J'irai droit à l'enseignement définitif qu'il convient d'en retirer. Or, cet enseignement, j'en puis donner un simple épisode du siège de Strasbourg.

Vous souvenez-vous de l'enthousiasme qu'exaltaient dans tous les cours les récits merveilleux de cette lutte épique? Vous souvenez-vous de ces héros dont le nom était alors sur toutes les lèvres, accueilli par des ovations frénétiques, proclamé immortel? Vous souvenez-vous des apothéoses de la place de la Concorde? — Eh bien, tournez la page: qu'y lisez-vous?

« On a commencé hier, aux Champs-Élysées, le déboulonnement des plaques portant le nom du général Uhrich. »

Et plus loin: « Les conclusions du conseil d'enquête sur les capitulations infligent un blâme sévère au commandant de la place de Strasbourg. »

Et ailleurs: « La France compte un traître de plus: à côté de Bazaine, il manquait Uhrich! »

Ce que c'est que de nous! dirait Joseph Prudhomme. — Triste! triste! dirait le héros de Shakespeare. — Pour moi, je penserai tout bas que tout cela est en effet fort triste, et que c'est nous ravalant au niveau des peuplades les moins civilisées de l'Océanie ou de l'Afrique centrale, que de ne savoir mieux surmonter ces instincts primitifs et grossiers de l'esprit humain, qui le condamnent à graviter fatalement entre les deux pôles extrêmes du mensonge et de l'exagération! — Infortuné général Uhrich! Il n'était point un homme extraordinaire, et il n'a point essayé de se faire passer pour tel. Mais il était honnête homme: il a fait son devoir! et s'il ne méritait point toutes les couronnes que vous lui avez follement décernées, il ne méritait pas non plus les outrages par lesquels vous avez voulu lui faire expier votre démeure! L'historien sera juge entre vous et lui; mais craignez qu'elle ne lui accorde son absolution souveraine, et que ce ne soit sur vous, et sur vous seuls, « phrases absurdes, » factieuses en chambre et politiques d'estaminet, qu'elle ne fasse retomber le poids de sa justice et de son inexorable sévérité!

Et si je m'arrête ainsi à la personnalité du général Uhrich, c'est uniquement parce qu'elle me fournit, de toutes pièces, la moralité du livre de M. About. Combien, depuis deux ans, a-t-on parlé, écrit, discuté, disputé touchant les causes de nos défaites? Chacun, bien entendu, envisage la question à son point de vue; chacun accuse le voisin de son avoir mis à mal; chacun apporte sa panacée. Or, ne vous semble-t-il point qu'au fond de toutes ces théories se retrouve certaine analogie confuse, certaine idée plus ou moins définie, vague encore, mais commune aux uns et aux autres? Développez cette idée: eh! mon Dieu, la pensée qu'elle exprime n'est point neuve! C'est celle que je formulais plus haut, en disant que notre ennemie intime, celle par qui notre ruine fut consommée, celle par qui nous fûmes et serons de longtemps encore bernés et torturés, c'est (qu'on me pardonne d'en revenir à ma marotte), c'est l'Exagération, fille de l'Imagination. Rectifiant le mot fameux de Laubardemont, toutes les fois que vous verrez quelque nouvelle folie ou quelque nouveau crime des hommes, écriez-vous hardiment: Ou est l'exagération? — Vous la trouverez infailliblement quelque part.

C'est là, je le répète, la conclusion pratique du livre de M. About, quoiqu'il ne l'ait point, à mon avis, formulée assez nettement. Soyons sages! telles sont ses dernières paroles.

Puisse-t-elles se graver profondément dans l'esprit de ses lecteurs! Ainsi, j'en ai la certitude, serait réalisée sa suprême ambition: car il n'est point, pour l'écrivain, de plus noble succès et de récompense plus glorieuse, que d'avoir semé une pensée dans l'âme humaine...

Ivan LAPAINE.

plus près du latin que le mot français, car on reconnaît bien que *bugne* est plus près de *bugna* que *poing*. Poing, c'est dur; c'est du dur. Les Lyonnais ont toujours adouci les mots. Les Lyonnais ont toujours adouci les mots. Les Lyonnais ont toujours adouci les mots.

2^e Gaillard (Pierre), soldat au 74^e régiment d'infanterie, a été condamné à un an de prison, pour avoir soustrait frauduleusement un porte-monnaie contenant une somme de 6 fr. 50, aux préjudices d'un soldat du même régiment.

3^e Deplaude (Jean-Claude-Etienne), garde national mobilisé de la Loire, domicilié à St-Joseph (Loire), réfractaire, a été condamné à deux mois de prison.

4^e Deplaude (Pierre), garde national mobilisé de la Loire, domicilié à St-Joseph (Loire), réfractaire, a été condamné à deux mois de prison.

5^e Geay (Mathieu), garde national mobilisé de la Loire, domicilié à Saint-Romain-en-Jarret (Loire), réfractaire, a été condamné à deux mois de prison.

6^e Goutagneux (Jean-Pierre), garde national mobilisé de la Loire, domicilié à Cellieu (Loire), réfractaire, a été condamné à un mois de prison.

Calino est chargé par la famille de prononcer un discours sur la tombe d'un ami.

Après quelques éloges du défunt, il termine ainsi:

Jurons, sur cette tombe entrouverte, de nous accompagner tous, les uns après les autres, à notre dernière demeure.

Puis, une réflexion lui venant, il ajoute:

— Le dernier, forcément, ira tout seul.

L'administration des douanes est, paraît-il, victime de fraudes tellement nombreuses, que le ministre des finances s'en est ému et a, conjointement avec le ministre de l'agriculture et du commerce, envoyé aux présidents des chambres de commerce une circulaire leur demandant de présenter chaque année, — y compris 1872, — un rapport constatant la situation commerciale de leur circonscription ainsi que les modifications à apporter à l'état de choses actuel.

Nous ne doutons pas qu'une réforme dans le système actuel de l'organisation de la douane ne résulte des études et des observations amenées par cette très-sage et très-politique circulaire.

C'est le moment par excellence pour tous les cultivateurs et les jardiniers de renouveler leurs graines de semences; on ne saurait trop appuyer sur cette vérité: la meilleure des semences épuise graduellement sa fécondité, et devient stérile au fur et à mesure qu'elle subit de plus en plus la même loi. C'est une vérité avérée pour toutes les plantes: blé, avoine, fèves, pois, haricots, pommes de terre, légumes, etc.

On nous cite tous les jours des exemples de blés magnifiques dont les semences, de la plus belle apparence, ne donneront à la troisième génération que des tiges grêles et presque dépourvues d'épis.

Nous ne saurions trop rappeler que la plupart des mauvaises récoltes sont dues à la violation de cette loi mystérieuse, mais incontestable.

Des faits nombreux ont été racontés, à ce sujet la semaine dernière, à la réunion de la société des agriculteurs.

Il est reconnu qu'à qualités égales le grain semé dans une terre autre que celle qui l'a produit rend beaucoup plus dans celle-ci que dans celle-ci. On est donc toujours assuré, en renouvelant ses semences, d'un accroissement de produit qui en paiera la dépense avec usure.

Nous rappelons au public que c'est demain mardi qu'a lieu, au Grand-Théâtre, la représentation au bénéfice des indigents de la ville de Lyon.

Des préparatifs considérables se font pour donner le plus d'éclat possible à cette fête. Le spectacle sera composé ainsi qu'il suit: *Les Noces de Jeannette*; le 2^e, 3^e et 4^e acte de la *Juive*; intermèdes.

Hier soir, à onze heures, le feu s'est déclaré à Sainte-Foy dans un rez-de-chaussée rempli de fagots de bois.

Le feu a été donné presque au-sitôt, et l'on est arrivé à préserver les bâtiments; cependant les dégâts sont relativement importants. On les évalue à mille francs environ.

Ce sinistre, si l'on en croit les bruits qui circulent dans la localité, serait dû à la malveillance.

Un commencement d'incendie a éclaté, ce matin vers 9 heures, chez M. B..., mécanicien, rue de la Thibaudière.

Grâce aux prompts secours, on a été maître du feu.

Quelques objets du mobilier ont été brûlés; les dégâts sont évalués à environ 150 fr. Le feu a été mis par un enfant de deux ans, à qui l'on avait eu l'imprudence de confier des allumettes avec lesquelles il jouait.

Hier soir à sept heures, on a trouvé sur le dallage du bas-port du quai de la Pêcherie, près du ponton des Mouches, un homme baigné dans son sang.

Ce malheureux, qui a été transporté à l'Hôtel-Dieu, où il est mort une heure après, sans proférer une parole, avait différentes fractures occasionnées sans doute par une chute qu'il a dû faire, étant ivre, du quai sur le bas-port. Son identité n'a pu être constatée.

La cour de cassation vient de rendre un jugement qu'il est intéressant de connaître, car il établit une législation sur un point sujet à des contestations nombreuses.

Voici les faits: Un jugement rendu par le tribunal civil de Lille condamnait un locataire à payer son loyer en or ou en argent, parce qu'il avait été stipulé au contrat de location que le paiement se ferait de cette manière.

Or, au cours de la jouissance de l'immeuble loué, étaient survenus les événements de 1870, et la loi du 12 août de cette même année avait établi le cours forcé des billets de la banque de France, et comme l'or et l'argent étaient alors fort rares, le locataire prétendait ne payer qu'avec des billets de banque.

En appel devant la cour de Douai, le jugement du tribunal de Lille fut purement et simplement confirmé, quoique la partie appelante s'appuyât sur un jugement, alors récent, du tribunal de commerce de Marseille, statuant sur une autre affaire presque identique.

Cependant tout n'était pas fini. La cour de cassation, saisie par le pourvoi du condamné, vient de casser l'arrêt de la cour de Douai par les motifs suivants:

« La loi du 12 août 1870, qui décrète le cours forcé des billets de la banque de France, est une loi de police et de sûreté publique, à laquelle il ne peut être dérogé. En conséquence, est nulle et non obligatoire la clause de tout acte portant que « les paiements se font en or et en argent ou en espèces de monnaie d'or et d'argent et non autrement. »

La cour d'Amiens vient de rendre une décision intéressante pour les amateurs de ta-

bleaux et aussi à un autre point de vue pour les marchands. Voici l'espèce:

M. Louis Lefèvre, manufacturier à Roubaix, de passage à Amiens, se laisse entraîner par un ami à visiter une collection de cette ville.

Il admire un Rubens qui lui est garanti authentique et l'achète 35,000 fr. Après avoir payé cette modeste somme, M. Lefèvre montre ce chef d'œuvre à des connaisseurs qui restent froids et incrédules. Le tableau est apocryphe et sans valeur.

Plein d'une légitime colère, M. Lefèvre fait un procès à son vendeur et le gagne devant la cour d'Amiens. On admet l'arrêt en résolution et nomme trois experts pour vérifier l'origine du tableau. Citons un considérant de l'arrêt:

« Considérant en droit que l'erreur sur la substance même de la chose qui en est l'objet vicie la convention et qu'on doit considérer comme faisant partie de la chose et appartenant à sa substance le nom de l'auteur d'un tableau le nom de Rubens notamment, lorsque ce nom a formé la condition essentielle de la convention. »

LOIRE. — On a déposé hier à l'Assemblée le projet de loi relatif à l'emprunt de la ville de Saint-Etienne.

D'après ce projet, la ville de Saint-Etienne est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas 6 0/0, une somme de 1 million 600,000 francs, remboursable en vingt années, à partir de 1876, sur ses revenus ordinaires.

Cette somme servira, jusqu'à due concurrence, à solder une créance due à la compagnie immobilière, et pour le surplus, à l'exécution de divers projets d'utilité communale, notamment l'ouverture ou le prolongement de plusieurs voies de communication, la suppression d'un hief et la construction d'écoles.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émousser des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement à la Caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les sommes nécessaires au service des intérêts seront prélevées sur les ressources ordinaires du budget pendant les années 1873, 1874 et 1875.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

M. Ducros, qui n'a pas été compris dans le dernier mouvement préfectoral et reste toujours préfet de la Loire, vient de subir un échec devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne.

Cet administrateur, dont le zèle et l'énergie sont bien connus, a fait interdire d'une manière générale l'entrée de la prison aux avocats qui ne seraient pas munis d'un visa émanant de la préfecture. Les avocats ont refusé de se soumettre à cette décision, car, jusqu'à ce jour, à Saint-Etienne comme à Lyon, comme partout, ils avaient pu librement se mettre en communication avec leurs clients, l'instruction une fois terminée, et pendant la durée de l'instruction, il leur suffisait d'avoir un laissez-passer du juge d'instruction.

Jeudi dernier, trois défenseurs se sont présentés à la barre et ont déclaré ne pouvoir plaider.

Le tribunal a décidé qu'il y avait lieu d'accorder le renvoi demandé, « attendu que, sans qu'il y ait lieu d'examiner pour quels motifs, il est certain que les prévenus n'ont pu communiquer avec leur défenseur. »

La mise en liberté provisoire a été refusée à la femme X..., poursuivie pour adultère, « attendu qu'il serait contraire aux bienséances de la renvoyer dans le domicile de son complice; » mais elle a été accordée aux autres prévenus, car il eût été injuste de prolonger leur détention préventive à raison même d'une atteinte manifeste portée, dans leur personne, aux droits de la libre défense.

L'arrêt de M. Ducros, s'il est maintenu, (l'arrêt de M. Ducros) aura donc pour conséquence de rendre la mise en liberté provisoire obligatoire.

Tous les anciens élèves de l'école La Martinière, sociétés ou non, sont prévenus que le banquet annuel est fixé le 30 mars.

On peut dès ce jour retirer sa carte chez M. Charras, place de Lyon, 53, M. Poyard, rue Saint-Pierre, 19, M. Desroches, rue Ferrandière, 44, et chez le concierge de l'école.

La souscription sera close le 20 courant.

Pour l'ancien commissaire qui en a pris l'initiative.

Le président, BUFFAUD B.

Santé à tous rendus sans médecine par la délicieuse farine de Santé Revalschère Du Barry de Lyon. Elle maintient en état de santé, elle n'exige plus qu'une seule minute de cuisson.

Aucune maladie ne résiste à la douce Revalschère Du Barry, qui combat avec succès, sans médecine, ni purges, ni frictions, les dyspepsies, gastrites, gastralgies, glaires, vents, aigreurs, acidités, pituites, nausées, renvois, vomissements, constipation, diarrhée, dysenterie, coliques, toux, asthme, toufflement, oppression, congestion, névralgie, insomnies, mélancolie, diabète, faiblesse, phthisie, tous débilements de la poitrine,

REVUE FINANCIÈRE

Les fluctuations de la cote ont continué cette semaine des événements politiques de l'intérieur et de l'extérieur, et aussi du travail de liquidation de fin de mois.

La discussion sur le projet de la commission des Trente a commencé dès jeudi à l'Assemblée nationale.

La Bourse espère que, dans le vote final, le gouvernement aura une majorité suffisante. Les dernières nouvelles reçues d'Espagne n'ont pas aggravé la situation malheureuse de ce pays; le nouveau ministère fait tous ses efforts pour réorganiser l'administration. On craint un instant que le Portugal ne se laisse entraîner par l'exemple de son puissant voisin; il n'y a rien de sûr jusqu'à présent.

La liquidation, que la spéculation redoutait beaucoup, s'annonce sous de très-bons auspices; on a déjà traité quelques reports de 30 à 35 centimes, et aujourd'hui on demande le report sur l'emprunt à 30 cent. et on l'offre à 28 cent.

On ne croit pas qu'il y ait de grosses livraisons de titres.

Le Londres reste faible à 25.36 après avoir touché 25.39.

L'or se tient aux environs de 1 fr. le mille. (Circulaire du Crédit Lyonnais.)

New-York, le 12 février 1873.

L'emprunt pour trois cent millions de francs est dans le but de rembourser un montant égal de 6 0/0, n'a pas jusqu'à présent un plein succès. Cent millions de 6 0/0 seront cependant rappelés le 1^{er} mars pour être remboursés le 1^{er} juin; on espère que ce remboursement créera de la demande pour d'autres valeurs de notre pays. La cessation presque complète de cette demande depuis six mois a été la cause principale de la hausse de l'agio sur l'or et si elle ne devait pas renaitre sur une assez forte

échelle les envois d'espèces devront forcément recommencer, lorsque la récolte de coton aura été épuisée, ce qui rendrait une baisse sur l'or peu probable.

Les importations pour le mois de janvier au port de New-York ont été en articles de :

1871	1872	1873
2,142,834	2,142,834	2,142,834
2,255,082	2,255,082	2,255,082
1,976,325	1,976,325	1,976,325
6,374,241	6,374,241	6,374,241
11,562,789	11,562,789	11,562,789
19,734,115	19,734,115	19,734,115
29,834,001	29,834,001	29,834,001
42,685,471	42,685,471	42,685,471

Etats-Unis 5/20 1862 coupons 115 1/2.

6 0/0 1864 115 1/2.

6 0/0 1865 115 1/2 anc.

6 0/0 1865 115 1/2 nov.

6 0/0 1867 116 3/4.

6 0/0 1868 116 1/2.

6 0/0 1869 116 1/2.

6 0/0 1870 116 1/2.

6 0/0 1871 116 1/2.

6 0/0 1872 116 1/2.

6 0/0 1873 116 1/2.

6 0/0 1874 116 1/2.

6 0/0 1875 116 1/2.

6 0/0 1876 116 1/2.

6 0/0 1877 116 1/2.

6 0/0 1878 116 1/2.

6 0/0 1879 116 1/2.

6 0/0 1880 116 1/2.

6 0/0 1881 116 1/2.

6 0/0 1882 116 1/2.

6 0/0 1883 116 1/2.

6 0/0 1884 116 1/2.

6 0/0 1885 116 1/2.

6 0/0 1886 116 1/2.

6 0/0 1887 116 1/2.

6 0/0 1888 116 1/2.

6 0/0 1889 116 1/2.

6 0/0 1890 116 1/2.

6 0/0 1891 116 1/2.

6 0/0 1892 116 1/2.

6 0/0 1893 116 1/2.

6 0/0 1894 116 1/2.

6 0/0 1895 116 1/2.

6 0/0 1896 116 1/2.

6 0/0 1897 116 1/2.

6 0/0 1898 116 1/2.

6 0/0 1899 116 1/2.

6 0/0 1900 116 1/2.

6 0/0 1901 116 1/2.

6 0/0 1902 116 1/2.

6 0/0 1903 116 1/2.

6 0/0 1904 116 1/2.

6 0/0 1905 116 1/2.

6 0/0 1906 116 1/2.

6 0/0 1907 116 1/2.

6 0/0 1908 116 1/2.

6 0/0 1909 116 1/2.

6 0/0 1910 116 1/2.

6 0/0 1911 116 1/2.

6 0/0 1912 116 1/2.

6 0/0 1913 116 1/2.

6 0/0 1914 116 1/2.

6 0/0 1915 116 1/2.

6 0/0 1916 116 1/2.

6 0/0 1917 116 1/2.

6 0/0 1918 116 1/2.

6 0/0 1919 116 1/2.

6 0/0 1920 116 1/2.

6 0/0 1921 116 1/2.

6 0/0 1922 116 1/2.

6 0/0 1923 116 1/2.

6 0/0 1924 116 1/2.

6 0/0 1925 116 1/2.

6 0/0 1926 116 1/2.

6 0/0 1927 116 1/2.

6 0/0 1928 116 1/2.

6 0/0 1929 116 1/2.

6 0/0 1930 116 1/2.

6 0/0 1931 116 1/2.

6 0/0 1932 116 1/2.

6 0/0 1933 116 1/2.

6 0/0 1934 116 1/2.

6 0/0 1935 116 1/2.

6 0/0 1936 116 1/2.

6 0/0 1937 116 1/2.

6 0/0 1938 116 1/2.

6 0/0 1939 116 1/2.

6 0/0 1940 116 1/2.

6 0/0 1941 116 1/2.

6 0/0 1942 116 1/2.

6 0/0 1943 116 1/2.

6 0/0 1944 116 1/2.

6 0/0 1945 116 1/2.

6 0/0 1946 116 1/2.

Suisse 1/2 contre or.
457 1/2 contre papier.
Or, à 10 heures, 114 1/8.
(Circulaire Richard Iselin et Co.)

BOURSE DE PARIS

DU 3 MARS
DÉPÊCHE GOUVERNEMENTALE

COMPTANT	D'HIER	AUJOUR	HAUSSE	BAISSE
3 0/0	56 90	56 90		
4 1/2	82 25	82 25		
5 0/0 (anc.)	88 90	88 90		
5 0/0 (nouy.)	91 10	91 10		

TERME
(pérenne télégraphique)
Paris, le 3 Mars 1873.

PRÉCÉDENTS

VALEURS

57 20 3 0/0 Français

91 15 5 0/0 Emprunt (1872)

89 25 5 0/0 Libéré (1871)

65 70 5 0/0 Italien

4420 Banque de France

812 Porteur d'obligations

427 Crédit Mobilier

732 Crédit Lyonnais

588 Société Générale

455 Mobilier Espagnol

1005 Nord

877 Paris à Lyon et Médit.

775 Autrichiens espagnols

442 Lombards

406 Suez

353 Délégations

92 5/8 Consolidés à Londres

notre 3 mois à 5 mois

du 6 mois à 11 mois

trésor à un an

3 1/2 0/0

4 0/0

4 1/2 0/0

RECETTES DES CHEMINS DE FER

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

1873 1872

Récapitulation depuis le 1^{er} janvier 1873. 197,793 48

Récapitulation depuis le 1^{er} janvier 1872. 197,248 91

Différence... 544 57

CONDITIONS PUBLIQUES DES SOIES

Lyons, 1^{er} mars 1873.

Lyons, 1^{er} mars 1873.

Lyons, 1^{er} mars 1873.